

Gabriel Gagnon
sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
(1987)

“Une utopie discrète”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "Une utopie discrète". Un article publié dans la revue *Possibles*, Montréal, vol. 11, no 2, hiver 1987, pp. 213-215.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur le 3 février 2004.]



Courriel : lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Si l'on en croit la centaine de participants inscrits à notre colloque d'octobre, c'est peut-être sous d'autres vocables, au niveau du quotidien plutôt que du projet politique, que l'autogestion abordera le vingt-et-unième siècle québécois.

Trop lié à certains échecs apparents dans le monde du travail, trop dépendant du contexte politique français où il émigre curieusement du Parti socialiste au Parti communiste, le mot « autogestion » conserve difficilement ici le pouvoir d'attraction retrouvé en Pologne, en Espagne ou en Amérique du Sud. Nous parlons plutôt, et de plus en plus, de gestion participative, de démocratie industrielle ou économique, de voie communautaire. Les formes collectives de l'autonomie résistent au narcissisme ambiant. Une certaine « sensibilité autogestionnaire » se répand discrètement sous les débats trop subtils entre partisans de l'autonomie et défenseurs de l'autogestion généralisée.

Peu de patrons, sauf peut-être du côté de la famille Malenfant, résistent à l'idée d'instaurer une certaine forme de participation dans leur entreprise. La nouvelle gestion passe par là, chez Cascades, Desjardins ou à l'Hydro. Face à ce nouvel enjeu, les syndicats hésitent entre la politique de l'autruche et la redéfinition de leur combat. Le Fonds de Solidarité de la FTQ fera-t-il de nouveaux adeptes ? Les travailleurs du secteur public seront-ils au rendez-vous ? La qualité du travail suscitera-t-elle autant d'inquiétudes que sa rémunération ? L'entreprise demeurera-t-elle encore longtemps le souci exclusif du patron ? L'article de Pierre Eric Tixier, préparé spécialement pour le colloque, présente plusieurs éléments de réponse à ces interrogations.

Au retour de leur rencontre de Victoriaville, des « communautaires » trop peu nombreux nous ont exposé leur souci de l'action concrète et efficace, les difficultés imprévues de la gestion démocratique, la fatigue des militants des années soixante-dix dont la relève n'est pas toujours assurée, le manque de temps disponible pour la politique et l'utopie lorsqu'on doit former une

coopérative d'habitation, gérer un comptoir alimentaire ou animer une garderie.

Jusqu'à maintenant, la jonction se faisait facilement pour nous entre culture et communautaire. En est-il encore de même en 1986 ? Faut-il choisir entre l'éco-musée, le théâtre engagé, le régionalisme culturel ou la performance, l'imitation, le marché nord-américain ? Vigneault ou André-Philippe Gagnon ? Le Parminou ou Michel Lemieux ? Jean-Paul Lemieux ou « Lumières » ? Débat important auquel Possibles compte participer dans ses prochains numéros.

Plusieurs revues étaient aussi au rendez-vous. « Autogestions » s'en va après vingt ans de luttes et d'explorations. « La Vie en rose » opte pour le marketing et le management. « Autre Actualité » continue à partager avec « Mouvements » le combat syndical et populaire. « Transmarge » dessine les multiples dimensions de l'alternative. *Possibles* cherche à conjuguer l'autogestion avec la libération nationale et la création culturelle, tâche de moins en moins facile en ces temps d'incertitude et d'éclatement idéologique où les media nous accordent quand même une certaine crédibilité.

En 1976, nous rêvions d'accompagner, de stimuler et de précéder parfois un mouvement politique autogestionnaire en formation. En 1986, nous fûmes unanimes à en constater l'absence, définitive ou temporaire. Pour plusieurs, autogestion et politique semblent incompatibles, l'expérience récente nous ayant montré comment les structures étatiques finissent toujours par avoir raison de la spontanéité venue de la société civile. Pour d'autres, le quotidien ne pouvant échapper au politique, mieux vaut poursuivre sur tous les terrains la recherche de la transparence et de la liberté. Nous sommes aussi quelques utopistes à croire encore que de nouvelles formes de démocratie, mieux ancrées dans les milieux de travail et de vie, pourraient transformer le visage de nos partis politiques.

Sans pouvoir rendre compte de l'ensemble des discussions stimulantes qui nous occupèrent durant trois jours, j'ai surtout cherché à indiquer les pistes qui permettront à l'équipe de Possibles de poursuivre son travail en tenant mieux compte des intérêts de ses lecteurs. Même sans mouvement puissant sur lequel nous appuyer nous continuerons quand même à esquisser les contours de cette utopie autogestionnaire sans laquelle les années qui nous séparent de l'an 2000 ne pourront qu'osciller entre l'apocalypse et le cauchemar climatisé.

Fin du texte